Quand le gouvernement accusait un élu de l'Oise de rompre le « consensus national »

La passe d'armes est passée assez inaperçue à l'époque, mais ni Jérôme Bascher ni Bruno Retailleau ne l'ont oubliée. Deux mois avant que les sénateurs Les Républicains ne s'abstiennent sur le plan de déconfinement, un vif incident avait opposé le groupe LR au gouvernement. Lors des questions d'actualité, le sénateur Jérôme Bascher, 46 ans, avait osé évoquer l'« impréparation » du pays face à l'épidémie de coronavirus. Il se souvient encore de la leçon qu'il avait reçue...

Nous sommes le 4 mars. Ingénieur en statistiques, élu dans l'Oise depuis dix-neuf ans, M. Bascher imagine mal comment organiser un scrutin municipal le 15. La France est encore insouciance, mais la première victime française du Covid vient de mourir dans son département, la base militaire de Creil est devenue un terrible foyer de contamination, les masques promis par Olivier Véran aux médecins des communes alentour tardent à arriver. « *La désorganisation est là. Quoiqu'en ait dit le gouvernement pendant un mois et demi, il y avait impréparation* [devant] cette crise, lance ce jour-là M. Bascher, évoquant déjà le manque de masques pour les hôpitaux ou les Ehpad. *Nous le vivons chaque jour dans l'Oise, où on improvise, qui une fermeture d'école, qui...* »

« *Envisagez-vous de reporter les élections ?* » En vieux routier de la politique, Jérôme Bascher n'a pas transmis sa question au gouvernement sur le

« JE NE M'ATTENDAIS PAS À ÊTRE ACCUSÉ DE TRAITRE À LA PATRIE »

JÉRÔME BASCHER
sénateur LR

maintien ou pas du premier tour des municipales le 5 mars. Edouard Philippe jette un bref regard à Laurent Nunez, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur saisit le micro. A cette date, rappelons-le, le gouvernement assure que le pays est à l'abri de toute explosion de Covid-19 à l'italienne. « *Je ne peux évidemment pas vous laisser parler d'une impréparation [face à] cette épidémie* », rétorque M. Nunez. *Peut-être que jamais une crise n'aura été gérée dans la transparence que nous connaissons* », ajoute le ministre, qui adresse au groupe LR une mise au point un brin menaçante : « *Il ne faut pas rompre des consensus qui intéressent la nation tout entière. (...) Vous portez la responsabilité, monsieur le sénateur, d'avoir rompu ce consensus.* »

L'avertissement laisse Jérôme Bascher sonné sur son banc. « *Je n'ai pas une carrière de provocateur ni de scandaleux*, explique aujourd'hui le sénateur chiraquien. *Je ne m'attendais pas à être accusé de traître à la patrie.* » Avec ses collègues, il écoute le ministre assurer qu'« *il n'y a pas de risque à se rendre dans un bureau de vote* » et « *déplorer* » les « *propos indignes* » du sénateur. « *Ne vous inquiétez pas, le Parlement contrôlera. Il y aura une commission d'enquête sur ce qui s'est passé* », réplique M. Bascher. Pour la première fois se dresse le spectre de convocations et d'auditions de ministres sous serment. Ce 4 mars, à l'issue de la séance, certains sénateurs LR avaient reproché à leur collègue de l'Oise son ton un peu vif. Leurs pudeurs sont aujourd'hui toutes envolées... ■